

Numérisation, IA et avenir féministes

Conférence hybride conjointe de *Feminist Africa* et l'*International Feminist Journal of Politics*

Maputo, Mozambique et en ligne, 25-28 juillet 2024

Note conceptuelle et appel à communications

Le monde est au cœur d'une révolution technologique caractérisée par le rapide développement des technologies numériques et de l'Intelligence artificielle (IA). Comme toute révolution, celle-ci est pleine de contradictions : d'une part, elle promet de nouvelles libertés et opportunités mais, d'autre part, elle engendre des perturbations terrifiantes et des innovations déconcertantes. Les intérêts puissants qui attisent ces perturbations sont ancrés dans des logiques patriarcales, capitalistes et impériales. Bien que la fracture numérique soit un obstacle majeur pour les femmes et les personnes marginalisées dans des contextes de ressources limitées, il ne s'agit pas uniquement d'un problème d'accès. Les questions de violence et de harcèlement en ligne, de surveillance numérique et de nouvelles formes de travail informel ont été exacerbés dans ces logiques oppressives, marquées par des inégalités de classe, de race, de genre et de génération qui s'entrecroisent, ainsi que par des clivages entre zones rurales et urbaines. Les partisans de l'IA, notamment de l'apprentissage automatique, promettent que celle-ci renforcera la capacité humaine à créer des mondes meilleurs, mais ils ne tiennent pas compte du fait que les inégalités existantes sont souvent intégrées dans ces nouvelles technologies.

Alors que les avancées technologiques prennent le pas sur les projets de justice sociale, nous estimons qu'il est urgent de s'interroger sur le phénomène de la numérisation et de l'IA du point de vue du continent africain, de ses diasporas, et au-delà. Nous proposons une conférence organisée conjointement par *Feminist Africa* et l'*International Feminist Journal of Politics*. Nous tentons de comprendre la dynamique impériale, néocoloniale et patriarcale de la numérisation et de l'IA qui se manifestent dans les espaces structurés par les activités des entreprises numériques transnationales. En nous réunissant au Mozambique, nous mettons en lumière l'Afrique et ses diasporas comme zones de créativité et de résistance face à des histoires et des structures coloniales de domination diverses, dans des configurations géopolitiques de pouvoir en pleine évolution. Dans une perspective féministe, décoloniale et panafricaine de développement centré sur l'Afrique, nous nous intéressons à l'examen des menaces et des opportunités que la numérisation et l'IA apportent aux femmes et aux personnes marginalisées par les divisions de classe, la fracture rurale/urbaine, la sexualité, la race et d'autres dimensions des inégalités, en Afrique, dans ses diasporas et à l'échelle mondiale. Tout en privilégiant les contributions du continent africain et de ses diasporas, nous sommes ouvertes aux contributions féministes qui, ailleurs dans le monde, abordent la dynamique de la numérisation et de l'IA. Nous reconnaissons qu'à travers le monde, des structures multiples d'inégalité modèlent les politiques, les économies et les sociétés en fonction du contexte ; en mettant l'accent sur la dynamique des technologies numériques et de l'IA, dans divers contextes, nous prenons en compte cette complexité en décentrant l'État-nation et en facilitant des conversations transnationales, transrégionales et transdisciplinaires. Dans le même temps, nous concentrons notre attention sur les implications de la construction d'avenir féministes qui transcendent le capitalisme, le patriarcat et l'impérialisme, à savoir

des avenir féministes qui permettent de lutter contre la violence de l'injustice tout en favorisant l'épanouissement humain.

Nous sollicitons des propositions de communications sur trois grands thèmes exposés plus en détail, ci-dessous : a) gouvernance et démocratie ; b) travail ; et c) production de connaissances.

Gouvernance et démocratie

La numérisation promet de rendre l'information plus largement disponible et de faciliter de nouveaux modes de participation politique, renforçant ainsi la démocratie. Les technologies numériques ont favorisé le militantisme féministe et ont soutenu des soulèvements tels que les mouvements anti-SARS au Nigéria, #ShutItAllDownNamibia, #Rhodesmustfall et #Feesmustfall, les mobilisations contre la répression gouvernementale en Afrique du Nord et au Moyen-Orient, ainsi que les manifestations de femmes et de filles en Iran. Elles ont également facilité des consultations publiques telles que celles portant sur les nouvelles constitutions en Amérique latine et, au niveau international, sur le développement des ODD. Ces utilisations de la technologie numérique ont contribué à promouvoir un engagement plus large dans le discours public, en permettant l'expression d'opinions contradictoires, mais aussi celle d'idées alternatives.

Par ailleurs, les médias sociaux ont encouragé la circulation des opinions les plus extrêmes, diffusant des informations erronées et de la désinformation au point de mettre en danger, non seulement la démocratie, mais aussi la survie des populations. Cela s'est produit au plus fort de la pandémie de Covid-19 et se manifeste actuellement, dans le monde, dans l'amplification en ligne de cultures qui normalisent la violence à l'égard des personnes qui ne se conforment pas au genre. La constitution de chambres d'écho fortifie les convictions extrémistes qui ont contribué à la montée du populisme et à une réaction globale contre le féminisme.

Le potentiel d'un bien commun numérique est réduit à néant par le fait que des entreprises privées sont propriétaires et ont le contrôle des plates-formes de médias sociaux et qu'elles facilitent une surveillance sans précédent. Les grandes entreprises soutirent des informations personnelles d'un grand nombre de personnes et les convertissent en Big Data qu'elles revendent ensuite aux consommateurs, en réalisant d'énormes bénéfices. Outre le fait d'être fondées sur l'extorsion d'informations, ces pratiques soulèvent de sérieuses questions sur le respect de la vie privée et la protection des données. De plus, diverses formes de prise de décisions sont de plus en plus déléguées à des algorithmes et à l'IA, ce qui rend difficile la responsabilisation des entreprises et déstabilise profondément les notions d'autonomie humaine. Les féministes critiquent avec virulence ces évolutions et se rassemblent pour imaginer des alternatives à cette colonisation numérique de la sphère publique en développant un « féminisme des données » et en envisageant une IA féministe.

Nous sollicitons des communications qui abordent les questions suivantes :

- Comment la numérisation et l'IA ont-elles rehaussé et/ou déformé l'opinion et le débat public ? Quelles en sont les incidences sur la participation des femmes et des personnes marginalisées à la politique, au discours public et à la gouvernance ?

Quels en sont les effets sur le féminisme et les projets de justice sociale, y compris l'organisation de mouvements ?

- Comment les technologies numériques ont-elles modelé les expériences des femmes et des personnes marginalisées dans les processus électoraux, par exemple, la possibilité de se faire élire et/ou la violence à l'égard des femmes politiciennes ?
- Comment les technologies numériques ont-elles servi à galvaniser des sentiments conservateurs, nationalistes et populistes et des crimes de haine ? Comment la gouvernance peut-elle lutter contre de nouvelles formes de violence physique, provoquées par la participation à des communautés numériques et à des jeux en ligne ? Quels sont les efforts déployés pour responsabiliser les grandes entreprises de technologie numérique, dans contextes sociaux et économiques différents ?
- Comment l'utilisation par les grandes entreprises de la technologie numérique et de l'IA pour exploiter le désir de l'être humain de se connecter affecte-t-elle la liberté individuelle, les notions de respect de la vie privée et d'autonomie des personnes ? Comment ces expériences sont-elles façonnées par des couches imbriquées d'inégalités ?
- Comment les féministes peuvent-elles perturber la mainmise des entreprises sur les technologies numériques et quelles alternatives peuvent-elles créer ? Quelles sont les opportunités de construire un bien commun numérique plus égalitaire ? Comment les technologies numériques et l'IA peuvent-elles être mises à profit pour envisager et œuvrer à des avenir féministes exempts de violence et d'injustice ?

Travail

La numérisation et l'IA bouleversent en profondeur le monde du travail ; ou, formulé de façon plus optimiste, elles offrent des opportunités de réimaginer l'organisation du travail dans des cadres institutionnels. Les commerçantes et les travailleuses de l'agroalimentaire trouvent, à la fois des opportunités et des menaces dans le développement du commerce électronique et de la finance numérique. La nouvelle « gig économie » (économie des petits boulots) utilise des applications numériques pour mettre en relation les personnes qui offrent une gamme de services aux clients - du logement au transports en passant par les soins de santé et le sexe. En outre, le travail sur les plateformes du Web et en ligne couvre un spectre hétéroclite, allant de micro-tâches répétitives à du travail hautement qualifié tel que le développement Web et la programmation. La numérisation et l'IA permettent manifestement aux travailleurs marginalisés d'atteindre plus aisément une clientèle, d'accéder au financement ou d'entrer sur le marché du travail.

Pourtant, dans leur forme actuelle, les plates-formes de travail en ligne portent également l'informalité néolibérale à de nouveaux sommets. Les problèmes vont d'un manque d'accès (comme l'écart entre les sexes en matière de possession de téléphone portable) à de nouveaux extrêmes d'exploitation. La gestion algorithmique classe les travailleurs sur la base de la surveillance numérique, souvent biaisée en fonction du sexe, de la race et de la localisation continentale, influençant ainsi les chances des travailleurs d'accéder à de nouveaux emplois et avantages. Les plateformes Internet vendent des emplois féminisés, qu'il s'agisse de fourniture de services domestiques ou sexuels en ligne. Elles s'appuient également sur l'héritage colonial pour déterminer qui reçoit quelle rémunération, en particulier pour les types

d'emploi difficiles comme la tâche traumatisante de modération des contenus violents. Pratiquement non réglementé, le travail sur les plateformes en ligne brouille les pistes quant à l'identité de l'employeur dans le cadre des lois du travail existantes, d'autant plus que les entreprises contractantes, les plateformes d'exploitation, les clients et les travailleurs peuvent tous être dispersés dans différents pays et relever de juridictions diverses. Si de tels éléments peuvent caractériser les plateformes de travail et services en ligne dans divers lieux géographiques, la dynamique et les expériences qui en résultent dans ces sites sont susceptibles d'être plus spécifiques au contexte.

Nous sollicitons des communications qui abordent les questions suivantes :

- Quelles sont les configurations de relations de pouvoir entre les plateformes de travail et les services en ligne, les entreprises qui les mettent en place, les clients et les travailleurs dans des contextes divers ? Quels sont les infrastructures, les règles et les matériaux supposés être ou sont effectivement en place et comment affectent-ils les pratiques de travail, les corps, les émotions et les domaines intimes/personnels des femmes et des personnes marginalisées engagées dans le travail sur les plateformes ?
- Quels sont les types de travail qu'effectuent les femmes et les personnes marginalisées dans les gig économies locales ? Quelle est leur perception de leurs revenus et de leurs conditions de travail ? Quelles relations genrées, racialisées et de pouvoir colonial négocient-elles, notamment avec les entreprises mondiales ?
- Comment les technologies numériques et l'IA influencent-elles la reproduction sociale, que ce soit sous la forme de soins et de travail domestique non rémunérés des femmes ou en termes de fourniture de diverses formes d'aide sociale et de soins par l'État/au niveau communautaire et/ou par le secteur privé ? Quelles sont les implications pour la vie des femmes, lorsque des plans de violence en ligne et des attaques réelles ciblent des sites physiques de soins et de reproduction sociale, tels que les écoles ?
- Quels sont les efforts que déploient les femmes et les personnes marginalisées pour constituer des communautés de travailleuses/communautés de solidarité, afin de résister à l'exploitation en termes de revenus et de relations de travail ?
- Comment exploiter les technologies numériques et l'IA pour construire des économies centrées sur la reproduction sociale, les soins et la fourniture d'aide sociale ?

Production de connaissances

La numérisation et l'IA ont des incidences profondes, sur non seulement sur la circulation des connaissances, mais aussi leur production et notre manière d'enseigner. La datafication (mise en données) de la vie et de l'identité, associée à la prise de décision algorithmique, augure des formes d'incarnation qui fusionnent le corps et les données, soulevant ainsi de nouvelles questions sur le sens de « l'humain » et sur le mode de production des connaissances. Pour les féministes, cela soulève également la question du sens à donner à l'idée que la connaissance est incarnée et située. Des questions se posent également sur ce que nous faisons dans nos salles de classe (de plus en plus souvent en ligne) et comment nous incorporons ou tenons à distance les nouvelles technologies.

S'il y a donc un besoin profond de réflexion sur les impacts humains de la numérisation, nombre d'institutions d'enseignement supérieur en Afrique et ailleurs ont réagi en mettant l'accent sur l'importance fondamentale des matières STEM - sciences, technologie, ingénierie et mathématiques - au détriment des sciences sociales, des lettres et des sciences humaines. Des connaissances scientifiques et technologiques sont certes requises pour aborder la conception et le fonctionnement de la technologie numérique et de l'IA, mais ce n'est pas suffisant. Les hypothèses et les choix spécifiques qui sous-tendent le fonctionnement de la technologie numérique et de la prise de décision algorithmique soulèvent des questions politiques, économiques, philosophiques et culturelles de grande portée qu'il convient d'examiner.

En tant qu'éditrices de revues féministes, nous sommes particulièrement préoccupées par le fait que l'économie politique de la numérisation dans l'industrie de l'édition menace d'aggraver les hiérarchies et les exclusions épistémiques. Cette industrie prospère de plus en plus grâce aux métadonnées (notamment les index et les classements des citations) qui marchandisent le comportement des auteurs et des lecteurs et influencent ce que nous lisons et citons. Cela réduit la portée de la qualité d'auteur dans les grandes revues et contribue à l'exclusion systémique de certaines communautés épistémiques. Un certain nombre de revues féministes d'Amérique latine et d'Afrique mettent leur contenu à disposition gratuitement, en marge de l'industrie de l'édition de plus en plus monopolistique qui domine la circulation des connaissances anglophones. Pourtant l'exclusion des plateformes commerciales des éditeurs du Nord perpétue la visibilité restreinte des connaissances que produisent les féministes en Afrique, dans ses diasporas et ailleurs dans le Sud Global.

Nous sollicitons des communications qui abordent les questions suivantes :

- Comment les technologies digitales et l'IA changent-elles, perturbent-elles ou resignifient-elles les significations de l'humain ? Que signifient l'incarnation et les connaissances situées à la lumière de ces nouveaux assemblages humain/non humain ? Quelles formes d'avenirs féministes deviennent imaginables lorsque les catégories d'humanité sont bouleversées et reconfigurées ?
- Comment les technologies digitales et l'IA affectent-elles nos modes de recherche et d'enseignement ? Comment les plates-formes de connaissances (ou l'enseignement par plate-forme en ligne) remodelent-elles la façon dont se déroulent l'enseignement et la recherche ? Comment la numérisation et l'IA impactent-/transforment-elles la pédagogie, l'épistémologie et l'ontologie féministes ?
- Comment le réductionnisme technologique sous-tend-il la valorisation du STEM au détriment des sciences sociales, des lettres et des sciences humaines dans divers contextes sociaux et économiques ? Comment les féministes se confrontent-elles à la politique disciplinaire et académique qui entraîne un tel réductionnisme ?
- Comment la numérisation impacte-t-elle la circulation des connaissances académique et de celles contenues dans les études de genre en particulier ? Comment les revues féministes négocient-elles les évolutions technologiques actuelles ? Comment peuvent-elles collaborer pour subvertir les hiérarchies et les exclusions épistémiques inhérentes à l'économie politique de la numérisation qui sous-tend l'industrie de l'édition du Nord ?

- Comment s'appuyer sur les théories et la pratique féministes pour promouvoir des futurs féministes plus équitables, plus justes et non-violents ? Comment des visions alternatives des futurs féministes abordent-elles les notions de spatialité et de temporalité au-delà de l'international et/ou du global ?

Format de la conférence

La conférence se tiendra à Maputo, au Mozambique, du 25 au 28 juillet 2024. Elle réunira des universitaires féministes, des activistes, des spécialistes et des artistes ; elle proposera une combinaison des présentations en plénière, tables rondes et panels avec des communications scientifiques et une exposition. Les séances plénières seront diffusées en direct et permettront une participation hybride.

Lignes directrices pour les soumissions

Les propositions de communications, de panels et de tables-rondes devront comprendre un titre, un résumé de 200 à 500 mots, une biographie et des coordonnées (notamment une adresse électronique). Bien que *Feminist Africa* et *l'International Feminist Journal of Politics* publient en anglais, nous acceptons les présentations en anglais, en portugais et en français, lors de la conférence.

Veillez soumettre vos propositions [au lien ci-dessous](#). Pour toute question, veuillez envoyer un courriel à contact@feministafrica.net. **La date limite de soumission est fixée au 17 novembre 2023**. Les résultats seront communiqués au plus tard le 15 janvier 2024.